

Une nouvelle génération lutte contre l'arme nucléaire

Alors que les États se préparent à redéfinir, en 2026, le traité de non-prolifération de l'arme nucléaire, les descendants hibakusha et leurs sympathisants commencent à prendre le relais et à porter l'héritage. La lutte contre l'arme nucléaire a plus que jamais besoin de ce nouvel élan.

[Johann Fleuri](#)

9 août 2025 à 19h17

HiroshimaHiroshima (Japon).– « *La deuxième et la troisième génération de hibakusha sont prêtes, affirme Masako Wada, 81 ans, membre de la Nihon Hidankyo, le groupe, nobélisé en 2024, de survivant·es de la bombe atomique. Elles vont poursuivre notre lutte, j'y crois.* » Pour Masako Wada, âgée de 22 mois lorsqu'elle survit, le 9 août 1945, à la bombe de Nagasaki, lutter contre l'arme nucléaire, « *c'est se battre pour les droits humains, pour l'égalité, pour la planète* ». « *Quel monde veut-on pour notre futur ?* », questionne celle qui a « *tant pleuré* » en entendant Vladimir Poutine menacer l'Ukraine de l'arme nucléaire : « *Tout ce que nous avons fait, toutes nos prises de parole n'ont donc servi à rien ?* »

En mai, les [Elders](#), un groupe d'ancien·nes dirigeant·es internationaux fondé par Nelson Mandela en 2007, et leur vice-président, Ban Ki-moon, étaient en déplacement à Hiroshima. « *Tous les dirigeants doivent œuvrer à minimiser le risque nucléaire, participer aux négociations sur le contrôle de cette arme et désamorcer son développement : ne pas y parvenir serait une trahison à la mémoire des victimes de Hiroshima et de Nagasaki et une menace pour les générations futures* », a déclaré l'ancien secrétaire général de l'ONU.

« *Depuis la chute du mur de Berlin [en 1989 – ndlr], les résolutions prises au lendemain de la Seconde Guerre mondiale se désagrègent* », regrette Helen Clark, ancienne première ministre de Nouvelle-Zélande et membre elle aussi des Elders. En ces temps de conflits, le quatre-vingtième anniversaire des bombardements de Hiroshima et de Nagasaki marque, dit-elle, « *le moment où jamais de s'élever contre l'arme nucléaire* » : « *Lorsque nous disons "plus jamais ça", il est temps de montrer que nous nous y engageons vraiment.* »



Keita Takagaki, 22 ans et Keiko Ogura, survivante au bombardement atomique de 1945, à Hiroshima le 13 mai 2025. © Photo Johann Fleuri pour Mediapart

Face aux Elders, Keita Takagaki, 22 ans, natif de Hiroshima, prend la parole. « *Dans les communautés, dans les familles de ma ville, nous avons tous perdu quelqu'un dans le bombardement. Le traumatisme est toujours là* », explique-t-il. Sa gorge se serre. « *Il faut abolir l'arme nucléaire. Je parle ce soir face à Keiko Ogura [lire notre encadré – ndlr] et d'autres hibakusha et j'ai honte* », confie-t-il.

Les « fausses promesses » du gouvernement

Loin d'entraîner le désarmement, force est de constater que Hiroshima et Nagasaki ont marqué le point de départ de l'escalade nucléaire. « *Neuf ans après Hiroshima et Nagasaki, l'archipel a continué de souffrir des tests américains dans les îles Marshall, qui ont contaminé le poisson que nous mangions.* » En 1954, l'année du test de la bombe « Castle Bravo », 856 bateaux de pêche japonais ont été exposés aux radiations, et 485,7 tonnes de poissons ont été détruites pour ces mêmes raisons.

« *Les États-Unis ne se sont jamais excusés* », regrette Keita Takagaki. L'occasion s'est présentée en 2016, lors de la visite de Barack Obama, ou encore en 2023, lors du G7 de Hiroshima. « *Nous espérons ces mots* », dit le jeune homme.

Yukino Yamaguchi opine du chef. Native de Nagasaki, cette étudiante de 22 ans qui milite depuis huit ans a fondé le réseau [Know Nukes Tokyo](#), qui lutte contre l'arme nucléaire. « *L'opinion politique reste un tabou au Japon. Il y a des sujets dont on ne parle pas et de ce fait, le débat manque de passion et une partie de la jeunesse s'en désintéresse. Je pense aussi que le Japon ne fait pas suffisamment de place à sa société civile.* » En prenant davantage position, l'archipel pourrait pourtant « *jouer un rôle majeur dans la dynamique des relations entre la Chine et les États-Unis* », insiste Ban Ki-moon.

La dissuasion nucléaire est indispensable pour défendre la vie et les biens de la population, ainsi que la souveraineté et la paix du Japon.

Yoshimasa Hayashi, secrétaire général auprès du premier ministre

Seul pays au monde à avoir subi la bombe atomique, le Japon fait partie des 191 États signataires du traité de non-prolifération ([TNP](#)) de l'arme nucléaire, mais n'a jamais ratifié celui qui demande son interdiction ([Tian](#)). En début d'année, il s'est même abstenu d'assister à une conférence de l'ONU sur ce sujet, estimant que sa participation enverrait un « *message erroné* ». Les *hibakusha* et leurs sympathisant·es ont étrillé le gouvernement à cette occasion, lui reprochant de faire de fausses promesses et de s'accrocher au parapluie nucléaire américain.

« *J'aimerais voir le Japon demander l'abolition* », insiste Kazumi Matsui, le maire de Hiroshima. « *Shigeru Ishiba* [premier ministre depuis le 1^{er} octobre 2024 – ndlr] *doit au moins observer les négociations* », insiste Shiro Suzuki, maire de Nagasaki.

Keiko Ogura, militante pour l'abolition

Keiko Ogura a 8 ans lorsque la bombe est larguée sur Hiroshima. En lui interdisant d'aller à l'école ce matin-là, son père lui a sans doute sauvé la vie. Grande militante dans la lutte contre l'arme nucléaire, elle a fondé en 1984 l'association Hiroshima Interpreters for Peace (HIP) qui connecte les *hibakusha* avec des chercheurs et chercheuses, voyageurs et voyageuses, etc. Son mari, décédé à 58 ans, était le directeur du musée de la Paix de Hiroshima. Présente à Oslo en décembre 2024, lors de la remise du prix Nobel à la Nihon Hidankyo, elle a réitéré son souhait de voir l'arme nucléaire abolie avant sa mort. Keiko Ogura a aujourd'hui 88 ans.

« *Dans un contexte sécuritaire difficile, la dissuasion nucléaire est indispensable pour défendre la vie et les biens de la population, ainsi que la souveraineté et la paix du Japon* », a au contraire déclaré le secrétaire général du cabinet, Yoshimasa Hayashi, lors de la visite de Shigeru Ishiba à la Maison-Blanche, en février.

« *Désarmement et sécurité ne sont pourtant pas antinomiques, ils sont même complémentaires* », assure Robin Geiss, directeur de l'Institut de recherche pour le désarmement à l'ONU (Unidir), qui s'exprimait, en mai, au centre de recherche pour l'abolition de l'arme nucléaire de Nagasaki. Depuis les années 1970, le nombre d'armes nucléaires a baissé, passant de 70 000 à environ 12 000. Les États-Unis et la Russie possèdent 90 % du stock mondial, sept autres pays (France, Royaume-Uni, Chine, Inde, Pakistan, Israël et Corée du Nord) se partageant le reste.

Alors que les conflits se multiplient, que les budgets militaires battent des records, l'arsenal nucléaire a pourtant continué d'être développé « *et le niveau de conscience de ses dangers a diminué* ». Alors que le TNP doit être redéfini en 2026, « *notre plus grand challenge est d'empêcher l'intelligence artificielle d'être intégrée dans l'armée. De nouvelles directives vont être décidées et nous devons nous assurer qu'aucune arme létale ne pourra être utilisée de manière autonome dans le futur : ce serait le pire scénario*, s'inquiète Robin Geiss. *Transmettre la parole des hibakusha, de façon intergénérationnelle, est plus important que jamais.* »

[Johann Fleuri](#)

